



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 novembre 2006  
Français  
Original : anglais

---

### Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire 2007

22 janvier-2 février 2007

### Rapports quadriennaux 2002-2005 présentés par le Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

#### Note du Secrétaire général

#### Additif

### Table des matières

	<i>Page</i>
1. International Communities for the Renewal of the Earth (ICRE) . . . . .	2
2. Confédération internationale des syndicats libres (CISL) . . . . .	4
3. Jeune Chambre Internationale (JCI). . . . .	8
4. Forum de Kitakyushu pour les femmes asiatiques (KFAW) . . . . .	10
5. Kiwanis International . . . . .	13



## **1. International Communities for the Renewal of the Earth (ICRE)**

**(Statut consultatif spécial octroyé en 2002)**

### **Introduction**

International Communities for the Renewal of the Earth (ICRE) a pour objectif principal de stimuler des conversations créatives à propos des problèmes fondamentaux de notre époque d'un point de vue spirituel et écologique. Pour réaliser cet objectif, l'organisation convoque, facilite et conçoit des réunions où l'accent est mis sur l'interaction créative moyennant l'application de techniques de dialogue.

### **2002**

- Le « projet Sokoni » d'ICRE est un programme de rencontres interpersonnelles organisées en collaboration avec le mouvement Green Belt du Kenya dans le cadre duquel des réunions formelles et informelles ont été organisées avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à New York et à Nairobi. Les premières réunions avec les fonctionnaires du PNUE ont été tenues aux mois d'avril et juin au bureau de New York pour élaborer et organiser la réunion de Nairobi au mois d'août au cours de laquelle plusieurs sujets ont été abordés avec les fonctionnaires du PNUE, dont le rôle des ONG telles qu'ICRE, pour renforcer le programme environnemental du PNUE en Afrique et aux États-Unis.
- En Irlande du Nord, ICRE a lancé une alliance de gestion régionale conçue comme un programme qui viendrait compléter le travail de la nouvelle Assemblée pour l'Irlande du Nord. Des réunions ont été tenues durant les mois de février, avril et juin réunissant des dirigeants de différentes organisations religieuses, sociales, sanitaires et commerciales.
- À Washington, DC, ICRE a contribué au développement et à la facilitation d'un programme d'infrastructure verte sous les auspices du Service national des parcs. Plusieurs ateliers ont été organisés en 2002 : un programme initial d'introduction au mois de janvier, une réunion de conception en février et un atelier pour dirigeants de base au mois d'avril.
- Du 2 au 4 septembre, ICRE a participé au Sommet mondial des Nations Unies sur le développement durable à Johannesburg, Afrique du Sud, où elle a dirigé une séance consacrée au rôle de la culture et de la religion dans le travail de protection de l'environnement, sous les auspices du PNUE. Un rapport succinct de la séance de travail a été présenté à la réunion des chefs d'État qui s'est tenue le lendemain sur le même thème.
- ICRE a participé au Partenariat interconfessionnel pour l'environnement (IPE) au PNUE et a contribué à ce que ce projet et l'aspect spirituel écologique soient présents aux conférences du PNUE. Des réunions ont été tenues environ chaque trimestre.

- En juin, le PNUE a publié une brochure intitulée *La Terre et la Foi*, basée, dans une large mesure, sur le travail auquel a contribué ICRE au cours de la décennie précédente dans le cadre du projet Environmental Sabbath.
- Pendant toute l'année, ICRE a poursuivi les activités menées dans le cadre de l'initiative de Charte de la Terre et amorcées en 1989 par la création d'une « perspective spirituelle de la Charte de la Terre » dans le cadre des travaux préparatoires du Sommet de la Terre en 1992, au Brésil.

## 2003

- En janvier, ICRE a présenté au PNUE une proposition de « dialogues parallèles » lors des conférences du PNUE qui viendraient s'ajouter au processus formel et permettre aux participants de mieux se comprendre mutuellement et ainsi de mieux apprécier les perspectives des uns et des autres. Malheureusement, cette proposition n'a été ni acceptée ni appliquée malgré l'intérêt à titre individuel montré par des fonctionnaires.
- ICRE a présenté une communication inaugurale à la conférence sur la Charte de la Terre tenue en Floride au mois de juin de cette année, intitulée « Une brève histoire de la Charte de la Terre ». La conférence a été télévisée dans plusieurs endroits des États-Unis.
- En décembre, ICRE a été invité à participer au conseil honoraire de la toute récente Alliance pour une humanité nouvelle. Le président d'ICRE a présenté une communication à l'Assemblée mondiale à Porto Rico, intitulée « Le rôle du dialogue dans le développement d'une alliance ».
- Pendant toute l'année, ICRE a participé, avec plusieurs personnes déjà impliquées dans les questions sociales à New York, à la création et la mise en marche d'un nouveau projet pour réduire la pauvreté : Solutions pour l'autonomisation économique dans la dignité [*Solutions for Economic Empowerment with Dignity (SEED-NY)*]. Le projet est actuellement en cours d'application (voir <[www.seed-ny.org](http://www.seed-ny.org)>). Bien que basé aux États-Unis, l'intention est d'associer le projet à l'objectif numéro 1 du Millénaire pour le développement de l'Assemblée générale.

## 2004

- En février, ICRE a participé, avec l'Institut de l'interaction pour le changement social [*Interaction Institute for Social Change (IISC)*] à une activité interculturelle dirigée par l'Institut du leadership civique (*Institute for Civic Leadership*) à Portland, Maine. L'espoir d'ICRE était de développer des ressources qui pourraient être utilisées de façon multiple, y compris dans les programmes des Nations Unies.
- ICRE a organisé plusieurs manifestations locales qui reflètent sa mission : une cérémonie de pose d'un « Jalon de la paix » au mois d'août et un « Solstice d'hiver » en décembre, dans le cadre de ses activités de réunion de personnes autour de problèmes fondamentaux d'une perspective spirituelle et écologique. Ces deux manifestations ont eu lieu à Cross river, New York et ont réuni environ 50 personnes dans chaque cas.

**2005**

- En février de cette année, ICRE a été invité à participer comme délégué à une conférence organisée par le Centre de ressources urbaines basé en Afrique du Sud à l'Institut de la durabilité (*Sustainability Institute*) au Cap, d'où est issue une tentative d'établir un partenariat entre le groupe sud-africain et le mouvement Green Belt du Kenya.
- ICRE a poursuivi ses activités de collaboration avec le Partenariat interconfessionnel pour l'environnement du PNUE contribuant à la réalisation de plusieurs réunions tout au long de l'année au siège du PNUE, à New York.
- En janvier, ICRE a contribué à l'amorce d'un nouveau projet – *More Action, Less Talk (MALT)* – en réponse au tsunami. Des réunions ont été tenues pendant les six premiers mois de l'année 2005 et un projet a été mis en place pour établir des relations entre des enfants des États-Unis et d'autres enfants dans les zones touchées par le tsunami.

**Commentaires**

Durant ces années, ICRE a participé régulièrement aux sessions d'information et aux séminaires du Conseil économique et social. Par exemple, le 31 janvier 2002, sur la paix et l'environnement; du 17 au 19 mai 2004, le développement durable et l'éducation; le 10 février 2005, atelier de communication DPI/ONG. Cependant, le travail d'ICRE avec le Conseil n'a pas été aussi direct que nous l'aurions souhaité, en partie en raison de la nature de la contribution d'ICRE qui est plus ciblée sur le processus que sur le contenu. J'estime toutefois pertinent de suggérer qu'ICRE se concentre sur les techniques de dialogue en vue d'une collaboration créative qui deviennent de plus en plus importantes à mesure que la société évolue, en général, vers de nouvelles modalités d'organisation pour travailler, en particulier pour passer des bureaucraties aux réseaux de collaboration. Ceci s'applique également aux Nations Unies et au Conseil. Le défi consiste à trouver la manière concrète de permettre cette contribution.

Pour terminer ce rapport, je demande donc au Comité chargé des ONG et au Conseil économique et social de donner l'occasion aux ONG comme ICRE de communiquer leur expérience dans ce domaine si important pour notre développement actuel.

**2. Confédération internationale des syndicats libres (CISL)**

**(Statut consultatif de catégorie générale octroyé en 1950)**

**Première partie****Introduction**

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a été créée en 1949 et possède 241 organisations affiliées dans 156 pays et territoires de cinq continents, ainsi que 155 millions de membres dont 40 % sont des femmes. Elle est composée de trois grandes organisations régionales : l'organisation régionale pour l'Asie-Pacifique (CISL-APRO), l'organisation régionale pour l'Afrique (CISL-

AFRO) et l'organisation régionale interaméricaine des travailleurs (CISL-ORIT) pour les Amériques.

La CISL prône, à l'échelon international, la défense des droits humains et syndicaux, des conditions de travail et de vie décente pour tous dans un monde durable, dans un contexte de politiques visant à promouvoir la paix, la stabilité sociale et la justice économique et sociale.

## **Partie II**

### **Contribution de l'organisation au travail des Nations Unies**

Durant la période couverte par le rapport 2002-2005, la CISL a participé activement aux commissions fonctionnelles du Conseil économique et social. La CISL a participé aux quarante-et-unième, quarante-deuxième et quarante-troisième sessions de la Commission pour le développement social (tenues respectivement du 10 au 21 février 2003, du 3 au 14 février 2004 et du 9 aux 18 février 2005), à New York, où elle a fait pression pour obtenir des textes finaux sur l'effectivité du secteur public et les politiques d'immigration (2004), et sur l'éradication de la pauvreté moyennant le plein-emploi, un travail décent et l'égalité entre les sexes (2005); elle a également participé au forum préparatoire de la société civile ainsi qu'aux réunions-débats et aux tables rondes organisées durant les sessions.

La CISL a participé aux quarante-sixième, quarante-septième, quarante-huitième et quarante-neuvième sessions de la Commission de la condition de la femme (CSW) qui se sont tenues à New York (respectivement, du 4 au 15 mars 2002, du 3 au 14 mars 2003, du 1<sup>er</sup> au 12 mars 2004 et du 28 février au 11 mars 2005); à chaque occasion, la délégation envoyée à la Commission était composée d'un nombre important de femmes syndicalistes dont la participation a été centrée sur des aspects clés du programme d'action de Beijing: les dimensions sexospécifiques de la pauvreté (2002), la participation des femmes à la société de l'information et les préparatifs du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI – 2003), le rôle des femmes dans la construction de la paix (2004), le programme de Beijing et le travail décent; ainsi qu'une action spéciale sur les violations des droits syndicaux en Colombie (2005). La participation s'est faite sous la forme de manifestations syndicales parallèles, d'ateliers lors du forum préparatoire ONG-CSW, de présentations à la plénière et aux panels officiels de la CSW. Pour la quarante-neuvième session, qui était l'occasion d'une évaluation « 10 ans après » du programme de Beijing, ainsi qu'une séance préparatoire pour le Sommet mondial de 2005, la CISL a édité une brochure intitulée « Beaucoup d'attentes – résultat mitigé : le programme d'action de Beijing ». Cette brochure a fait l'objet d'une forte diffusion parmi les délégués gouvernementaux et les ONG

La CISL a participé aux dixième, onzième, douzième et treizième sessions de la Commission du développement durable (CDD) qui se sont tenues à New York (respectivement, du 16 au 27 avril 2002, du 28 avril au 9 mai 2003, du 14 au 30 avril 2004 et du 11 au 22 avril 2005) où elle était représentée par une délégation importante de syndicalistes. La CISL a participé à la CDD 10 et à d'autres comités préparatoires du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) (Johannesburg, 26 août-4 septembre, 2002). En 2002, 15 réunions préparatoires des syndicats différents ont été organisées dans le monde en vue du SMDD. Des délégations ont été formées et des documents ont été publiés à cette fin, qui ont tous contribué à l'apport syndical au document final du SMDD et au travail de suivi qui

a été réalisé lors des réunions postérieures de la CDD. La CISL a parrainé un grand nombre d'activités lors du SMDD, sur sa propre initiative et en coopération avec d'autres institutions, notamment des gouvernements, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation internationale du travail (OIT). De 2003 à 2005, dans le cadre de la CDD, la CISL a continué de travailler sur le concept de partenariats pour des lieux de travail soutenables moyennant des évaluations des lieux de travail, ainsi que sur les thèmes annuels de la CDD, l'eau et l'assainissement (2004 2005), et de participer au dialogue avec des acteurs multiples et aux sessions plénières.

La CISL a participé au Comité préparatoire réuni en janvier 2002 de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, ainsi qu'à la Conférence elle-même (Monterrey, Mexique, 18-22 mars 2002); elle y a présenté des propositions parallèles détaillées au document final visant à renforcer les droits humains et sociaux ainsi que les dimensions éthiques dans le texte, suggérant notamment que l'OIT joue un rôle pour promouvoir des normes de travail concertées à l'échelon international ainsi que la responsabilité sociale des entreprises. Lors de la conférence, les délégués de la CISL ont participé aux tables rondes ministérielles et des chefs d'État ainsi qu'à un programme de manifestations parallèles organisées par des groupes de la société civile. Ultérieurement, la CISL a participé étroitement au suivi de la Conférence sur le financement du développement, encourageant la participation aux réunions officielles des Nations Unies et de la société civile sur les principaux thèmes du financement pour le développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), assurant la cohérence des politiques et la réforme de la gouvernance mondiale. La CISL a participé aux réunions de suivi des Nations Unies organisées dans le cadre du processus du financement pour le développement, à savoir les réunions de dialogue du Conseil avec les institutions de Bretton-Woods et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en avril 2002, 2003, 2004 et 2005, le Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement (29-30 octobre 2003), les audiences préparatoires des états membres avec la société civile, préalables aux dialogues du Conseil de 2003 et 2004, et au Dialogue de haut niveau de 2003, ainsi qu'aux dialogues à multiples acteurs de 2004 et 2005 sur la dette, les problèmes systémiques et la réforme du secteur financier. Le secrétaire général de la CISL a prononcé une déclaration lors de la réunion des chefs d'État aux Nations Unies sur l'alliance contre la faim et la pauvreté organisée par les Présidents du Brésil et de la France en septembre 2004 et a continué de suivre l'initiative « Lula/Chirac » sur des approches innovatrices susceptibles de financer l'éradication de la pauvreté et de la faim.

La CISL et ses partenaires de l'Union mondiale ont pris part aux comités préparatoires et à la conférence finale du Sommet mondial sur la société de l'information à Genève du 10 au 12 décembre 2003, et à Tunis du 16 au 18 novembre 2005.

La CISL a participé aux cinquante-huitième, cinquante-neuvième, soixantième et soixante-et-unième sessions de la Commission des droits de l'homme à Genève (respectivement, du 18 mars au 26 avril 2002, du 17 mars au 25 avril 2003, du 15 mars au 23 avril 2004 et du 14 mars au 22 avril 2005); elle a prononcé des déclarations durant les sessions et a fait pression pour que des engagements fermes soient pris pour défendre les droits humains et syndicaux et protéger les défenseurs

des droits humains et syndicaux dans le monde entier, ainsi que dans certaines situations nationales spécifiques.

En janvier 2002, la CISL a participé à la dernière réunion du Comité préparatoire de la vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée aux enfants, tenue à New York, puis à la session extraordinaire elle-même le 10 mai 2002. Les efforts de lobby de la CISL ont été récompensés dans le document final « Un monde digne des enfants » qui contient une section jugée satisfaisante sur l'élimination du travail des enfants où il est fait référence aux conventions pertinentes de l'OIT. Durant la session extraordinaire, le groupe syndical a organisé une manifestation parallèle baptisée « Combattre le travail des enfants » et a collaboré avec d'autres ONG dans la réalisation d'une conférence de presse (parrainée par la délégation des Pays-Bas) sur le même sujet.

La CISL a suivi de près le travail des différents panels et des initiatives du Secrétaire général des Nations Unies dans le contexte de la réforme des Nations Unies, y compris le panel Cardoso sur la participation accrue des organisations de la société civile aux Nations Unies; le panel sur les menaces, les défis et le changement (centré sur le renforcement de la sécurité et la paix); le rapport du Secrétaire général « Dans une liberté plus grande » où il propose un programme global pour parvenir à la paix, à la sécurité et au développement, notamment par les OMD et la réforme des Nations Unies; le rapport Sachs « Investir dans le développement : plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement »; et le panel sur la cohérence du système. La CISL a formulé des commentaires à ces panels et des réactions aux rapports et, au moyen de déclarations, de séminaires et d'efforts de lobbys, elle a entrepris une campagne, avec le soutien de ses membres, pour que le travail décent devienne un objectif central dans la réalisation des OMD. Sur invitation, la CISL a envoyé un représentant pour participer à l'équipe spéciale du Président de l'Assemblée générale qui a aidé le Président à organiser les audiences informelles interactives avec la société civile et le secteur privé les 23 et 24 juin 2005, dans le cadre des travaux préparatoires du Sommet mondial de 2005. Lors d'un séminaire syndical tenu le 12 septembre 2005, juste avant le Sommet, la CISL a lancé sa publication sur « L'importance du travail décent pour la réalisation des OMD ». La CISL a été l'une des trois organisations de la société civile à prendre la parole lors du Sommet mondial de l'Assemblée générale en 2005 à l'occasion de laquelle le secrétaire général de la CISL a présenté une communication. Les efforts de la CISL ont porté leurs fruits puisque le document final du sommet a reconnu l'importance d'un emploi réel et productif et d'un travail décent pour parvenir à éradiquer la pauvreté.

La CISL promeut activement les OMD et a adopté un texte pour appuyer cet objectif à son dix-huitième Congrès mondial en 2004; elle est aussi membre fondateur de l'Appel de l'action mondiale contre la pauvreté, une vaste coalition d'organisations de la société civile qui a été très active en 2005 et qui a mené une forte campagne publique pour venir à bout de la pauvreté moyennant la réalisation des OMD et au-delà, y compris la réduction de la dette, le commerce équitable, l'accroissement de l'aide et la promotion du travail décent.

### **3. Jeune Chambre Internationale (JCI)**

#### **(Statut consultatif spécial octroyé en 1954)**

La Jeune Chambre Internationale (JCI) est une fédération mondiale de jeunes dirigeants présente dans 110 pays qui réunit 200.000 jeunes hommes et femmes âgés de 18 à 40 ans de toutes les croyances, tous les groupes ethniques et toutes les nationalités. Depuis sa création au Mexique en 1944, la JCI a encouragé la participation des jeunes à la communauté moyennant la coopération avec les sociétés civiles, les entreprises et les gouvernements aux échelons local, des états, régional et international.

La mission de la JCI est de « contribuer à l'avancement de la communauté mondiale en donnant aux jeunes la possibilité de développer les compétences de dirigeants, la responsabilité sociale, l'esprit d'entreprise et de camaraderie nécessaires à la réalisation d'un changement positif ». En sa qualité d'organisation dotée du statut consultatif spécial auprès des Nations Unies, ce rapport fait état des efforts consacrés par la JCI à l'égard des affaires des Nations Unies relatives aux jeunes dans le monde entier ainsi que de la résolution de la JCI et des actions adoptées pour progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

#### **I. Coopération avec les organismes et/ou les institutions spécialisées des Nations Unies sur le terrain et/ou au siège de l'Organisation**

- **Le sommet du leadership JCI-Nations Unies, 4-6 août 2003, New York.** La JCI a tenu le Sommet du leadership JCI-Nations Unies de 2003 au Siège des Nations Unies et est convenue que les 110 organisations nationales de la JCI apportent leur soutien à tous les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) moyennant la mise en œuvre de projets JCI liés aux OMD.
- **Le Sommet du leadership JCI-Nations Unies, 9-10 juillet 2004, New York.** La JCI a tenu le Sommet du leadership JCI-Nations Unies de 2004 au Siège des Nations Unies. Depuis 2004, les organisations nationales de la JCI mettent en œuvre des projets liés aux OMD et le Sommet du leadership a permis à la JCI de montrer les efforts déployés en vue de la réalisation de ces objectifs. À cette occasion, la JCI a présenté les principaux projets liés aux OMD menés à bien par des organisations nationales de la JCI dans le monde entier. La JCI a également présenté la « Résolution pour promouvoir les objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies », dans laquelle la JCI est convenue que les chapitres situés en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et dans le Pacifique allaient se concentrer sur l'Objectif 1 (Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim); les chapitres des Amériques se concentreraient sur l'Objectif 4 (Réduire la mortalité infantile); les chapitres de l'Afrique et du Moyen-Orient travailleraient sur l'Objectif 6 (Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies); et les chapitres des Amériques et d'Europe se concentreraient sur l'Objectif 8 (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement).



- **Le Sommet du leadership JCI-Nations Unies, 9-10 juillet 2004, New York.** La JCI a rétabli des contacts avec la Conférence de Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La JCI revient à ce programme/fonds pour participer aux activités de la catégorie « générale ».
- **Réunion ONG / UNICEF, 7 juin 2005, New York.** La JCI a été membre du bureau du Comité chargé des ONG à l'UNICEF pendant l'année 2005. En cette qualité, la JCI a participé à toutes les réunions et activités, notamment une réunion conjointe avec le directeur exécutif de l'UNICEF au siège de l'Unicef.
- **Projet principal de l'Unesco sur les jeunes entrepreneurs/l'autonomisation des jeunes, février – octobre 2005.** Conformément à la lettre de coopération souscrite entre l'Unesco et la JCI à Paris, France, le 27 octobre 2004, l'Unesco a invité la JCI à collaborer à une initiative pilote visant à favoriser l'autonomisation des jeunes à l'échelon national. Sur la base de la proposition de l'Unesco, les organisations nationales de la JCI et les commissions nationales de l'Unesco ont collaboré à plusieurs projets destinés à promouvoir l'esprit d'entreprise et l'autonomisation de la jeunesse.

## **II. Initiatives adoptées par la JCI pour soutenir les objectifs de développement concertés à l'échelon international, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement**

- **Restructuration du programme de récompense de la JCI, 24-25 juin 2004, réunion du Comité exécutif de la JCI.** Pour souligner l'engagement de la JCI à l'égard des objectifs du Millénaire pour le développement, la JCI a modifié l'ensemble de sa structure d'octroi de récompenses de façon à encourager les organisations nationales et locales de la JCI à mener des activités liées aux OMD. Chaque année, au Congrès mondial et à chacune des quatre conférences continentales de la JCI en Afrique et au Moyen-Orient, en Asie et Pacifique et dans les Amériques et en Europe, la JCI récompense des organisations locales et nationales qui ont mené les meilleurs projets centrés sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Le programme de récompense restructuré agit non seulement comme un instrument pour promouvoir ces objectifs aux échelons locaux, mais aussi promeut la vision des Nations Unies, tout en motivant et en inspirant les membres de la JCI à progresser vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.
- **Le Traité de Vienne sur la responsabilité sociale corporative, 27 octobre 2005, Vienne, Autriche.** Le secrétaire général de la JCI et le président mondial pour 2005 ont signé le Traité de Vienne sur la responsabilité sociale corporative (RSC) à Vienne, Autriche. Par la signature de ce document, la JCI a étendu les principes de responsabilité sociale corporative à 200 000 membres, ce qui constitue l'effort de plus grande envergure à l'échelon mondial pour promouvoir les principes de responsabilité économique, sociale et écologique. Par sa condamnation du travail des enfants, de la violation des droits humains et des dommages causés à l'environnement pour des raisons de rentabilité, le Traité contribue à promouvoir l'Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

- **Collaboration avec l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) pour appliquer la gestion intégrée de la stratégie de lutte contre les maladies infantiles.** En novembre 2004, la JCI a mis en place la gestion intégrée de la stratégie de lutte contre les maladies infantiles de façon à promouvoir l'objectif 4 (réduire la mortalité infantile) dans les organisations nationales de la JCI en Amérique latine et dans les Caraïbes et a décidé de poursuivre l'application de cette stratégie dans les organisations nationales de la JCI pendant toute l'année 2005. La gestion intégrée de la stratégie contre les maladies infantiles poursuit trois objectifs : réduire la mortalité infantile; réduire l'incidence et la gravité des maladies et des problèmes de santé qui touchent les garçons et les filles; améliorer la croissance et le développement durant les cinq premières années de la vie de l'enfant. Un manuel sur l'application des stratégies de gestion intégrée de lutte contre les maladies infantiles a été élaboré en commun et sera publié.
- **Réunion avec le Secrétaire général des Nations Unies, 29 novembre 2005 :** le président de la JCI et le secrétaire général de la JCI ont rencontré le Secrétaire général des Nations Unies pour lui présenter un rapport des activités menées dans le cadre de projets récents de la JCI liés aux objectifs du Millénaire pour le développement des Nations Unies. À la suite des sommets de leadership JCI-Nations Unies de 2003 et 2004, les chapitres de la JCI dans le monde entier s'efforcent de mettre en pratique la « résolution pour progresser dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ».
- Le rapport fait le point de projets menés pour favoriser la réalisation des objectifs par continent :
  - Objectif 1 :** Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim
    - Afrique et Moyen-Orient
    - Asie et Pacifique
  - Objectif 4 :** Réduire la mortalité infantile
    - Les Amériques
  - Objectif 6 :** Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
    - Afrique et Moyen-Orient
  - Objectif 8 :** Mettre en place un partenariat pour le développement mondial
    - Les Amériques
    - Europe

## 4. Forum de Kitakyushu pour les femmes asiatiques (KFAW)

(Statut consultatif spécial octroyé en 2002)

### Introduction

Le Forum de Kitakyushu pour les femmes asiatiques (KFAW) est une organisation non gouvernementale (ONG) établie dans la ville de Kitakyushu City, dans la partie occidentale du Japon, en 1990. Le KFAW a pour mission de promouvoir la condition des femmes dans le monde, en particulier en Asie, en établissant des liens avec les expériences locales et les mouvements mondiaux. Entre autres activités, cette organisation mène des projets de recherche, applique des programmes de formation, organise des réunions d'échanges internationaux et réunit et divulgue des informations relatives aux femmes et/ou à l'égalité entre les sexes et au développement. Grâce à l'héritage d'un mouvement antipollution créé localement par des femmes et appelé « *We want Blue Sky* (Nous voulons un ciel bleu) », la question des femmes et de l'environnement est devenue l'une de ses principales sphères d'activité depuis sa création.

### i) Participation au Conseil économique et social et à ses organes subsidiaires et/ou aux principales conférences et autres réunions des Nations Unies

#### a) Développement durable

1. La Commission du développement durable (CDD), constituée en Comité préparatoire du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) (25 mars-5 avril 2002, New York, Siège des Nations Unies). L'organisation a été représentée et a fait pression pour la rédaction de l'Exposé du Président.
2. La dixième session de la CDD, constituée en Comité préparatoire du SMDD (27 mai-7 juin 2002, Bali, Indonésie). L'organisation a été représentée et a fait pression.
3. Le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) (26 août-4 septembre 2002, Johannesburg, Afrique du Sud). Quatre représentantes de l'organisation ont été présentes et ont fait pression pour l'adoption de la *Déclaration politique et du Plan de mise en œuvre*. Une des représentantes a été désignée comme la seule femme conseillère de la délégation du Gouvernement japonais au SMDD.
4. La première Assemblée mondiale des femmes sur l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (11-13 octobre 2004, Nairobi, Kenya) et une représentante de l'organisation était présente.
5. La Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes (18-22 janvier 2005, Kobe, Japon). Une représentante de l'organisation était présente et a fait pression pour la déclaration de Hyogo et le rapport de la Conférence.
6. La cinquième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement pour l'Asie et le Pacifique (24-29 mars 2005, Séoul, Corée). Trois représentantes de l'organisation étaient présentes et ont fait pression.

**b) Égalité entre les sexes**

1. La quarante-sixième session de la Commission de la condition de la femme (4-15 mars 2002, New York, Siège des Nations Unies). Trois représentantes de l'organisation étaient présentes et ont fait pression.
2. La quarante-septième session de la Commission de la condition de la femme (3-14 mars 2003, New York, Siège des Nations Unies). Deux représentantes de l'organisation étaient présentes et ont fait pression.
3. La vingt-neuvième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (30 juin-18 juillet 2003, New York, Siège des Nations Unies). Une représentante de l'organisation était présente et a fait pression.
4. La quarante-huitième session de la Commission de la condition de la femme (1-12 mars 2004, New York, Siège des Nations Unies). Cinq représentantes de l'organisation étaient présentes et ont fait pression.
5. La Réunion intergouvernementale de haut niveau chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing (7-10 septembre 2004, Bangkok, Thaïlande). Deux représentantes de l'organisation étaient présentes et ont fait pression.
6. La quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme à l'occasion du dixième anniversaire de la Conférence mondiale sur les femmes (28 février-11 mars 2005, New York, Siège des Nations Unies). Cinq représentantes de l'organisation étaient présentes et ont fait pression.
7. La cinquantième session de la Commission de la condition de la femme (27 février-8 mars 2006, New York, Siège des Nations Unies). Cinq représentantes de l'organisation étaient présentes et ont fait pression.

**ii) Coopération avec les organismes et/ou institutions spécialisées des Nations Unies**

La coopération de l'Organisation avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies a été indirecte. Par exemple, l'organisation a contribué au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) dans les activités que celui-ci a menées en faveur des victimes du tsunami en mars 2005 par l'intermédiaire de l'UNIFEM Japon. Le président et le directeur de l'organisation sont respectivement le vice représentant et membre du conseil de direction de l'UNIFEM Japon et l'organisation est un membre fondateur de UNIFEM Japon qu'elle appuie de façon active depuis sa création.

Un autre exemple est l'invitation faite par l'organisation au personnel des institutions spécialisées à venir présenter des conférences à des réunions et séminaires organisés par la KFAW dans la ville de Kitakyushu. Certains de ces conférenciers invités sont :

- M<sup>me</sup> Ivanka Corthi d'Italie, ancienne présidente du Comité sur l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes, qui a présenté une communication au séminaire tenu le 21 décembre 2003;
- M<sup>me</sup> Mitsuko Horiuchi, représentante du Japon et conseillère régionale spéciale dans le domaine de la parité hommes – femmes de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui a présenté une conférence à un séminaire tenu le 16 juillet 2004;

- M<sup>me</sup> Mariko Sato du bureau Fukuoka du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (UN-HABITAT), comme intervenante dans un panel au quinzième Forum de Kitakyushu pour les femmes asiatiques le 6 novembre 2004;
- M<sup>me</sup> Kiyoko Ikegami, directrice du bureau de Tokyo du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), comme intervenante dans un panel organisé le 11 décembre 2004 en commémoration du dixième anniversaire de la Conférence internationale sur la population et le développement;
- M. Maurice F. Strong, conseiller spécial du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint des Nations Unies dans la rédaction du *Asian Breeze Volume 40*, bulletin du KFAW, publié en mars 2004.

### iii) Activités de soutien de principes mondiaux

L'organisation s'efforce de mieux faire connaître la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et d'encourager les citoyens à l'interpréter et à l'utiliser dans la vie quotidienne. L'organisation a invité les citoyens à participer à un concours de traduction de la CEDAW dans leur langage de tous les jours et a publié l'ouvrage en japonais et en anglais. Le livre en anglais intitulé *Princess Sunflower* est en vente à la librairie des Nations Unies.

Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) faisait l'objet d'efforts de plaidoyer au moment où l'organisation a tenu le quatrième Forum de Kitakyushu pour les femmes asiatiques sur « L'autonomisation des femmes et les TIC (technologies de l'information et de la communication) » le 12 octobre 2003. Ce Forum a adopté une recommandation de soutien et l'a diffusée dans le monde entier avec le nom des 500 participantes à la Conférence.

Par ailleurs, le thème du Forum de Kitakyushu pour les femmes asiatiques, qui se réunit chaque année, est choisi conformément à la campagne mondiale des Nations Unies. Par exemple, le thème du Forum d'octobre 2002 était : « Propositions des bases pour notre avenir : vers l'égalité entre les sexes et une société durable », dans le contexte du SMDD. Le thème du Forum de novembre 2004 était : « L'égalité entre les sexes et la sécurité humaine : vers Beijing, 10 ans après », qui faisait référence aux objectifs du Millénaire pour le développement et à la sexospécificité.

La décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014) a été l'un des domaines qui a attiré l'attention de l'organisation depuis son adoption en décembre 2004. Dans le cadre du suivi des activités associées au SMDD, et s'inspirant de riches expériences de solution de problèmes environnementaux dans une communauté locale Kitakyushu, l'organisation a promu l'idée d'une éducation en vue du développement durable en coopération avec l'Université des Nations Unies et d'autres institutions spécialisées des Nations Unies.

## **5. Kiwanis International**

### **(Statut consultatif spécial octroyé en 2002)**

#### **1. Introduction**

i) Kiwanis International est une organisation mondiale de bénévoles qui cherchent à changer le monde, un enfant et une communauté à la fois. L'organisation comporte actuellement 270 000 membres organisés en 8 400 clubs dans 96 nations. Les clubs Kiwanis évaluent les besoins communautaires, collectent des fonds et mènent des projets de service spécialement orientés vers les besoins des enfants;

ii) La vision, l'orientation ou le champ d'action de Kiwanis International n'ont pas subi de changement majeur durant la période envisagée. Néanmoins, le slogan de l'organisation qui était « Nous construisons » est devenu, en 2005, « Au service des enfants du monde ». Cette modification a permis de cibler l'action des membres et des clubs Kiwanis sur l'intérêt primaire de l'action de l'organisation.

#### **2. Contribution de Kiwanis International au travail des Nations Unies**

##### **i) Participation au travail de l'ECOSOC et/ou aux conférences et autres réunions**

Le représentant accrédité de Kiwanis International et le président de l'organisation des jeunes de l'enseignement secondaire de Kiwanis International, Key Club International, ont participé à la cinquante-neuvième Conférence annuelle DPI/ONG, «Forger des partenariats efficaces au service de la sécurité humaine et du développement durable. Une tâche inachevée ». Le président du Key Club International a présenté une communication durant le programme.

##### **ii) Coopération avec les organismes et les institutions des Nations Unies sur le terrain ou au Siège**

Plusieurs clubs Kiwanis travaillent directement avec des bureaux sur le terrain de l'UNICEF pour résoudre des problèmes locaux d'éducation et de santé. Kiwanis International n'a pas de statistiques sur ces partenariats.

##### **iii) Actions menées pour promouvoir les objectifs de développement, en particulier les objectifs du Millénaire pour le développement**

Durant la période envisagée, les clubs Kiwanis ont collecté environ 400 millions de dollars des États-Unis et parrainé plus de 600 000 projets individuels de services. Kiwanis international n'a pas de statistiques globales de tous ces projets qui sont tous orientés vers les objectifs de développement des Nations Unies de diverses façons, en particulier dans le domaine de la pauvreté et de la faim, de l'éducation, de la santé et du bien-être des enfants et de l'environnement, comme en témoignent les exemples suivants :

**Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous.** de nombreux clubs Kiwanis dans les pays en développement participent à la construction ou à l'amélioration d'écoles primaires locales, à la fourniture d'équipements et de meubles, de textes et des bibliothèques, et même aux salaires des professeurs là où le système public d'éducation n'est pas présent. Par exemple, durant la période envisagée, les Kiwanis ont fourni une bibliothèque et un laboratoire d'informatique

à une école d'un quartier pauvre de Bucaramanga, Colombie, renforcé des structures scolaires contre les tremblements de terre à Ankara, Turquie; donné du matériel pédagogique à Polecharki, Afghanistan; procuré un nouveau moteur pour le bus scolaire, la climatisation, du matériel pédagogique et des uniformes scolaires à Guaymas, Mexique.

**Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.** Kiwanis International aborde ce problème dans ses propres rangs en formant ses dirigeants et ses membres quant à la nécessité de recruter davantage de femmes dans les Kiwanis et les encourager à chercher des positions dirigeantes. Durant la période envisagée, le nombre de membres féminins est passé de 18 à 24 %. Pour 2005, un président de club Kiwanis sur sept était une femme. En 2002, la première femme a été élue au Conseil de Kiwanis International et deux autres l'ont rejointe depuis.

**Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies.** le projet de service mondial des Kiwanis est un partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour éliminer les troubles dus aux carences en iode. Depuis 1994, Kiwanis International a apporté à l'UNICEF un total de 70,4 millions de dollars des États-Unis pour financer des projets pour lutter contre la carence en iode dans 105 nations. Durant la période envisagée, les apports annuels ont été de 10,8 millions de dollars en 2002; de 3,8 millions de dollars en 2003; de 5,8 millions de dollars en 2004; et de 5,5 millions de dollars en 2005, qui ont permis de protéger des millions d'enfants des handicaps mentaux et physiques provoqués par les carences en iode.

En ce qui concerne d'autres maladies, en Équateur où 70 % des enfants présentent des parasites intestinaux, les clubs Kiwanis ont distribué 100 000 doses de médicaments antiparasitaires à des enfants de zones rurales pauvres chaque mois de juin. Les clubs Kiwanis de Trinité-et-Tobago ont fourni des fonds, des matériels et des bénévoles à un orphelinat pour enfants abandonnés et souffrant de VIH/sida et ont distribué des matériels pédagogiques à de jeunes adultes sur la façon de prévenir la propagation du VIH/sida. L'organisation des jeunes de l'enseignement secondaire de Kiwanis International, le Key Club International, a collecté des fonds moyennant l'initiative Trick-or-Treat pour l'UNICEF en octobre 2005 et a acheminé les fonds pour appuyer le programme « Expulsez le VIH/sida du Kenya ».

La décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation : pour promouvoir l'alphabétisation, Kiwanis International a mis en place, en octobre 2001, un nouveau programme mondial appelé « lire dans le monde entier ». Durant la période envisagée, ce programme a subi un développement notable. Environ 80 % des 8 400 clubs de membres de Kiwanis International ont participé à la collecte et la donation de livres destinés aux enfants, à la création ou à la consolidation des bibliothèques pour les enfants et à la lecture pour les enfants.